

LUNDI 23 MAI 2016

Code pénal: L'avortement proposé... très encadré
Voir page 33

L'ECONOMISTE



Système de Management de la Qualité
certifié ISO 9001 version 2008 par
BUREAU VERITAS MAROC

LE PREMIER QUOTIDIEN ECONOMIQUE DU MAROC

EDITORIAL

Zapette

ECONOMIQUEMENT et socialement désorganisée par les désordres scandaleux du clan Zuma au pouvoir, l'Afrique du Sud n'attire pourtant pas de remontrance occidentale. Par contre, dans une situation à peine mieux qualifiée, une sorte de curée a été lancée contre le Burundi, avec la bénédiction active du monde occidental. Chez nous, de fausses informations, plus ou moins préfinancées, produisent une condamnation calomnieuse de Rabat par Washington. De l'autre côté de la Méditerranée, Ankara emprisonne les journalistes qui ont prouvé les collusions du régime d'Erdogan avec le terrorisme; ce même Erdogan vient de s'offrir l'outil idéal pour mettre en prison les parlementaires qui lui déplairaient. Néanmoins, Berlin délègue sa puissante chancellerie cette semaine pour renouveler les promesses de soutien en échange de la rétention des migrants chassés de chez eux par les agressions américaines au Proche-Orient, autant que par les crimes d'El Assad.

Non seulement le droit international a été assassiné le jour de l'invasion américaine en Irak en 2003, mais en plus il n'y a ni morale, ni logique. Même pas un intérêt économique.

Les politiciens occidentaux n'ont de stratégie que de séduire des électeurs qui se seraient émus d'images vues la veille à la télé, laquelle cherche de l'audience en livrant de l'émotion. Pas de réflexion, pas d'enquête (en dépit du vocabulaire employé), qui activerait la zapette pour changer de chaîne. □

Nadia SALAH

Transport maritime

BMCE veut relever le pavillon

- Une flotte de neuf navires «neufs», d'un coup
- Sept lignes déjà prises
- Soutien fort du ministère de tutelle

Voir page 2



Othman Benjelloun, président du groupe BMCE Bank of Africa (Ph. L'Economiste)

Retraites

Nouvelle alerte

LE déficit du régime de retraite des fonctionnaires s'accroît. Dès cette année, il sera porté à 6 milliards de DH contre près de 3 milliards en 2015. Entre-temps, le dossier se complique:

blocage à la deuxième Chambre du Parlement et reprise des hostilités par les syndicats. Le coût de la non-réforme sera exorbitant aussi bien pour les retraités que pour l'économie. □

Voir Analyse pages 4 à 7

■ Actis mise 100 millions de dollars sur Mundiapolis

Voir page 10

■ Wafa Assurance se recentre sur ses actifs domestiques

Voir page 12

■ Mawazine: Rabat vibre aux rythmes du monde

Voir pages 30 & 31

B TO B IN AFRICA

Maroc Export BANQUE POPULAIRE

Mission commerciale organisée par Maroc Export et la Banque Populaire



CÔTE D'IVOIRE - GABON - SÉNÉGAL

DU 29 MAI AU 03 JUIN 2016

Les écosystèmes industriels, vers une nouvelle génération de partenariat.